

L'élevage face aux grands défis sociétaux : une controverse ?

Fiche **QUESTIONS SUR...** n° 03.12.Q01

octobre 2021

Mots clés : élevage - controverse - société - débats - consommation

Depuis le milieu des années 2010, les impacts de l'élevage sur l'environnement naturel, sur les humains et sur les conditions de vie des animaux font l'objet de critiques – très fortement médiatisées et parfois radicales – des modes d'élevages français et mondiaux. Ces contestations concernent certaines pratiques précises mises en œuvre par les éleveurs, ou bien l'activité en général dans son organisation voire son principe. En lien avec tous ces débats, l'idée selon laquelle il faut diminuer sa consommation de viande, pour diverses raisons, grandit dans l'opinion publique.

Ainsi, l'élevage semble aujourd'hui au cœur d'une controverse qui interroge son rôle face aux grands défis sociétaux contemporains : protection de l'environnement, alimentation, santé, respect des animaux, emploi, etc. Ces débats autour de l'élevage sont complexes et soulèvent de nombreuses questions. Ils témoignent de l'existence, au sein de la société française, de différentes façons de penser l'élevage et son rôle au sein de la société.

Cette fiche présente les principaux éléments d'analyse de la controverse autour de l'élevage.

Éléments et enjeux d'une controverse

L'élevage n'est pas le seul sujet à susciter une controverse ; l'analyse de ce processus aide à comprendre et à prendre du recul face aux débats qui entourent cette activité.

En sociologie, on définit une controverse comme un débat public qui implique des adversaires en désaccord sur un sujet suscitant des incertitudes. Pour les adversaires en opposition, tout l'enjeu est de rallier le public à leur cause ; pour cela, ils doivent non seulement réduire les incertitudes du public (grâce, par exemple, à des preuves scientifiques), mais aussi gagner sa confiance. En effet, tout argument, aussi pertinent et objectif qu'il soit, ne convaincra pas si la personne qui l'émet suscite la méfiance et le doute de la part du public.

En outre, les discussions et débats provoqués par la controverse entraînent progressivement des changements concrets : évolution des perceptions, transformations des pratiques des individus, modification de la réglementation, etc. On dit donc qu'une controverse est un processus créatif.

Le projet ACCEPT : analyse de la controverse autour de l'élevage

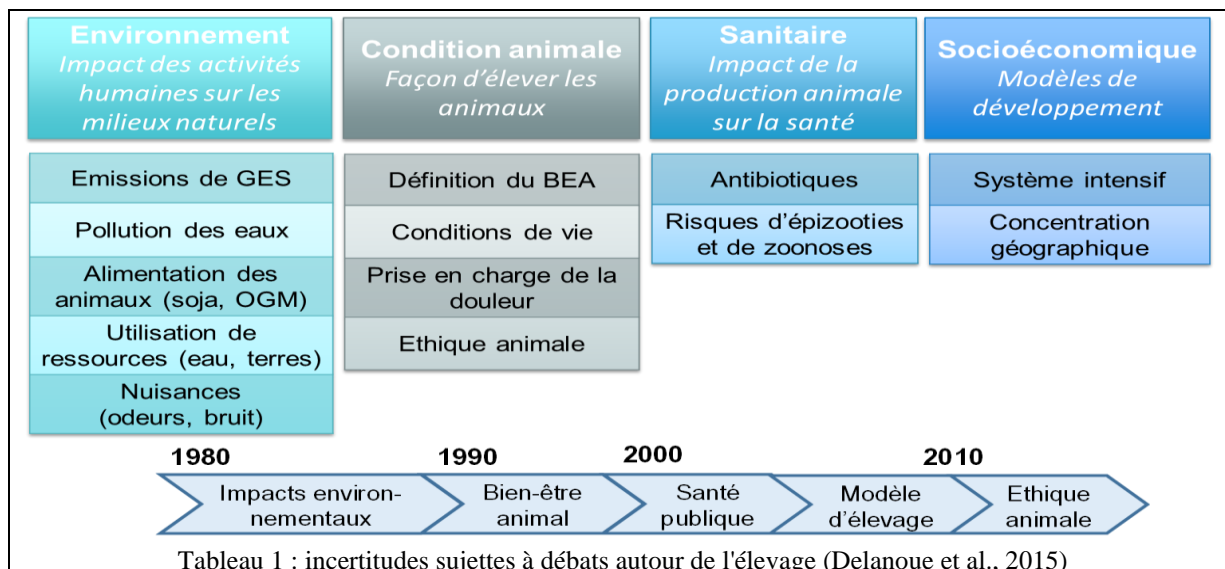
Pour comprendre la controverse, le projet ACCEPT (financement Casdar 2014-2017, porté par l'Ifip-Institut du Porc) a analysé les réseaux d'acteurs impliqués, leurs arguments et leurs modes d'action. Dans ce but, une approche qualitative par entretiens semi-directifs a été privilégiée. En tout, plus de 70 entretiens ont été conduits entre 2013 et 2016 auprès de professionnels des filières d'élevage (interprofessions, syndicats, acteurs du développement, éleveurs), d'associations de protection des animaux et de l'environnement, de journalistes et de distributeurs.

Ces travaux ont été complétés par une étude quantitative visant à évaluer l'audience de la controverse chez le grand public, réalisée auprès d'un échantillon de 2 000 personnes (statistiquement représentatif de la diversité de la population). Ces personnes ont été interrogées en 2016 par un institut de sondage, via une plateforme Internet, sur leur intérêt pour l'élevage français, leur opinion sur plusieurs aspects controversés liés à l'élevage (impact sur l'environnement, condition animale, etc.), les objectifs qu'ils assignent à l'élevage et les services qu'ils en attendent.

L'élevage source d'incertitudes

Les incertitudes que suscite l'élevage peuvent être regroupées en quatre grandes thématiques (Tableau 1) :

- l'impact environnemental,
- la condition animale,
- le risque sanitaire,
- l'organisation économique et sociale de l'élevage



La complexité de la controverse autour de l'élevage vient notamment du fait que ces incertitudes n'appartiennent pas toutes au même registre : certaines sont d'ordre scientifico-technique (comme les émissions de GES par exemple, ou l'utilisation d'antibiotiques), d'autres sont plutôt d'ordre éthique et moral (comme les questions autour du traitement et du statut des animaux).

Les questions environnementales et sanitaires appellent des solutions techniques, dont certaines sont déjà mises en œuvre dans les élevages ; les recherches sur ces questions sont nombreuses : un consensus semble s'être stabilisé sur la réalité des effets de l'élevage sur l'environnement et l'importance de les limiter, ainsi que sur la nécessité de minimiser au maximum les risques sanitaires. La difficulté de ces incertitudes scientifico-techniques réside dans les moyens à mettre en œuvre pour évaluer et limiter ces impacts : quels seuils instaurer dans les réglementations ? Quelles pratiques et systèmes de production favoriser ? Quelles solutions et alternatives proposer ?

Les incertitudes éthiques et morales sont particulièrement difficiles à réduire, car elles ne s'ancrent pas dans le domaine de la science : les innovations technologiques et mesures physico-chimiques ne peuvent pas y répondre. Au regard des récentes évolutions du statut de l'animal, les incertitudes sur la condition animale semblent vouées à perdurer, aussi les débats sur la question vont très probablement gagner en importance sur la scène publique.

Les acteurs de la controverse, et leurs modes d'action

Dans l'espace public, la controverse autour de l'élevage est principalement portée par le monde agricole (filières de l'amont à l'aval) et par les associations de protection de l'environnement ou des animaux. Il est important de noter que les points de vue – au sein même de ces deux grands types d'acteurs – peuvent être très hétérogènes. Par exemple :

- dans le secteur agricole, les désaccords quant aux attentes vis-à-vis de l'élevage sont matérialisés par les revendications des différents syndicats ;
- les associations de protection animale s'incluent dans différents types d'éthique animale : l'antispécisme rejette le paradigme d'une supériorité de l'humain par rapport aux autres espèces, et est associé à l'abolitionnisme qui prône l'arrêt de l'élevage ;
- le courant des droits des animaux défend l'idée que les animaux doivent acquérir des droits empêchant leur exploitation par l'humain ;
- le *welfarisme* défend une meilleure prise en compte du bien-être animal en élevage, sans s'opposer à son principe.

L'accès aux médias est crucial pour les acteurs de la controverse, car il est non seulement un moyen de faire parvenir leurs arguments au public, mais il est aussi un outil pour les jeux de pouvoir : l'ensemble de la société ayant aujourd'hui facilement accès au contenu des médias, ils sont des outils déterminants pour tous les acteurs cherchant à diffuser très massivement leur message et à expliquer la cause qu'ils défendent. Mais les médias ne sont pas de simples relais complètement neutres : ils sont également acteurs de la controverse

en ce qu'ils sont en capacité de sélectionner les messages qu'ils souhaitent mettre en avant. En outre, à l'heure d'Internet et des réseaux sociaux, il apparaît que la controverse sur l'élevage se déploie très largement sur ces terrains. Longtemps dépassés par la maîtrise de ces outils qu'ont les militants d'associations (plutôt jeunes), les éleveurs commencent à s'en emparer pour montrer au public leurs fermes, leurs animaux et leurs manières de travailler.

Les enjeux de la controverse autour de l'élevage sont finalement de deux types :

- l'évolution de la réglementation autour de l'élevage,
- et celle des modes de consommation, dans l'objectif de faire évoluer, ou non, les pratiques d'élevage.

Les actions des acteurs passent donc par des propositions pour modifier les réglementations, par l'établissement de collaborations avec les industriels (par exemple en participant à la construction de cahiers des charges de production privés), et par de la communication grand public visant à orienter les pratiques de consommation (par exemple vers une réduction de la consommation de viande). Les cibles à rallier sont donc les pouvoirs publics qui décident de la réglementation, et les citoyens qui influencent d'une part le marché par leur consommation, d'autre part le paysage politique par leurs votes.

Le secteur marchand joue également un rôle de plus en plus important dans cette controverse : influencés par les associations et l'opinion publique, les entreprises de l'agro-alimentaire prennent de plus en plus fréquemment des décisions qui influencent l'offre commerciale et la production. Ainsi, en décidant de ne plus commercialiser d'œufs de poules élevées en cage, les enseignes de la grande distribution (Monoprix en 2016, puis les autres) ont précipité une restructuration profonde de cette filière, qui s'est vue dans l'obligation de prendre ses distances avec ce mode d'élevage.

Les attentes des citoyens envers l'élevage

Les résultats du projet ACCEPT mettent en évidence cinq profils d'individus selon leurs attentes envers l'élevage français : les *Abolitionnistes*, les *Alternatifs*, les *Progressistes*, les *Compétiteurs* et les *Sans avis*.

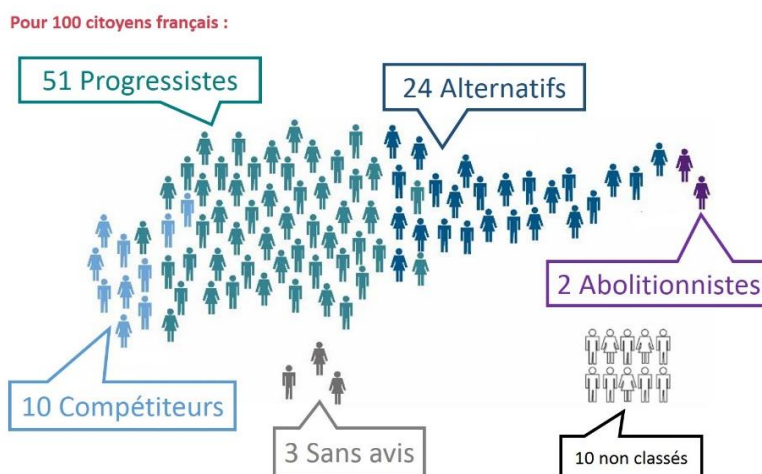


Figure2 : Typologie des attitudes des citoyens envers l'élevage. Sondage Ifop pour ACCEPT, juin 2016, traitement Idele

La figure 2 montre que :

- 51 % des citoyens peuvent être qualifiés de *Progressistes* ; ce profil majoritaire rassemble des personnes se disant incertaines concernant l'élevage et ses pratiques (car connaissant mal l'activité), dont les incertitudes se transforment souvent en inquiétudes vis-à-vis des produits animaux ; elles souhaitent poursuivre leur consommation de produits animaux, mais sont en demande d'informations rassurantes et d'une amélioration plus ou moins importante des conditions d'élevage, selon des critères variables (bien-être animal, environnement, compétitivité, etc.).
- 24 % se retrouvent dans un profil *Alternatif* qui associe une consommation de produits animaux modérée et en baisse, avec une demande de modes d'élevages alternatifs et de produits labellisés

(biologiques, plein air, AOP...) ; ces personnes se montrent beaucoup moins incertaines que celles du groupe précédent, et expriment une opposition forte et nette à l'industrialisation de l'agriculture.

- 10 % des citoyens se regroupent dans le profil des *Compétiteurs*. Ils sont satisfaits de l'élevage actuel dont ils souhaitent voir s'améliorer les performances économiques, et soutiennent fortement le mode de production intensif, qu'ils jugent le plus rentable et le plus à même de permettre à l'agriculture française de rester compétitive sur les marchés mondiaux.

- 3 % des citoyens interrogés semblent *Sans avis* et peu intéressés par le sujet. Ils apparaissent peu préoccupés par leur alimentation et leur mode de consommation, et ne souhaitent pas avoir davantage d'information sur l'élevage et ses pratiques.

- Enfin, 2 % des citoyens se rapprochent d'un profil *Abolitionniste*. Ils ne consomment pas ou peu de produits animaux, et pour des raisons morales, sont opposés à l'exploitation animale, à l'abattage des animaux et à la consommation de leur chair. Les femmes et les jeunes (moins de 25 ans) sont surreprésentés dans ce profil.

- 10 % de l'échantillon n'ont pu être classés statistiquement : des personnes proches de plusieurs profils ou ayant des profils atypiques.

Par ailleurs, dans ce sondage :

- 1,5 % de la population se déclare végétarienne, et 0,15 % végétalienne ou végane.

- 14 % de la population déclare envisager de cesser sa consommation de viande dans les 12 prochains mois, et 18 % de la diminuer.

- L'accès au plein air pour les animaux, ainsi que l'information du consommateur sur les modes d'élevage, constituent les attentes les plus prégnantes des citoyens, tous profils confondus.

Quels rôles possibles pour l'élevage ?

Les éleveurs et les filières sont directement impactés par cette situation : les remises en cause de l'élevage ou de l'industrialisation influencent à la fois les choix des pratiques mises en œuvre par les éleveurs et l'attractivité même du métier. Beaucoup d'éleveurs s'engagent face aux grands défis de Société : ils cherchent en premier lieu à communiquer sur leurs métiers et à mieux faire connaître leurs pratiques, pour montrer que, dans une large mesure, ils répondent déjà aux attentes de leurs concitoyens ; certains vont plus loin, et adaptent leurs pratiques, pour améliorer leur impact environnemental, les conditions de vie de leurs animaux, la qualité de leurs produits, etc.

Ainsi, les démarches de bonnes pratiques et les démarcations commerciales prenant en compte tout ou partie des enjeux se multiplient, qu'il s'agisse d'initiatives individuelles, de petits collectifs ou de démarches portées par des filières organisées. Ce type de démarche peut contribuer à éviter des ruptures rapides imposées par des acteurs extérieurs sur le monde de l'élevage.

Elsa DELANOUE, docteur en sociologie et ingénieure agronome pour les ITA (Institut de l'Élevage, Ifip, Itavi)

Ce qu'il faut retenir :

L'élevage est confronté à une controverse sur sa place et son rôle dans les grands enjeux sociétaux contemporains : environnement, condition animale, santé, alimentation, etc.

Les préoccupations de la société, à l'égard de l'élevage et des animaux, ne peuvent se résumer à des effets de mode.

En induisant des changements de perception, de consommation, de réglementation et de pratiques, elles appellent aussi une réponse des éleveurs et des filières, avec une communication ouverte sur les métiers, les services rendus par l'élevage et l'adaptation continue des pratiques pour répondre à la demande très diversifiée des consommateurs.

L'enjeu majeur est dans la co-construction de systèmes rentables pour les éleveurs, en répondant au mieux aux grands enjeux sociétaux.

Pour en savoir plus :

- Toutes les publications du projet ACCEPT : <http://www.accept.ifip.asso.fr>